

Quelques leçons théoriques et lignes tactiques tirées de l'échec de la grève du printemps 2009.

Depuis le tournant du millénaire, l'université française a été le lieu, dans sa spécificité républicaine ouverte aux classes populaires, d'un compromis temporaire entre des logiques croissantes de réorganisation et de gestion comptables, et la préservation relative, dans le double champ de la pédagogie et de la recherche, de l'autonomie caractéristique de l'université post-1968. Ce compromis, ici ou là, s'est traduit par une variété de tiraillements qui bon an mal an, cependant, n'avaient pas encore produit de crise majeure[1]. L'abcès a été crevé au printemps, avec en son cœur la dissociation programmée de l'enseignement et de la recherche dont l'intrication statutaire est un principe traditionnel de l'identité universitaire. Cette dissociation n'est pas le tout de la crise, mais l'a *concentrée*, et témoigne du virage pris par l'« incorporation croissante de la science au Capital », selon la formule de Marx : comme l'atteste la place dorénavant conquise par les nouvelles hiérarchies et les nouvelles valeurs croisées de la communication, du business et du management, *dans l'espace-temps symbolique même* des enseignants-chercheurs (EC), ce compromis est en fin de droit.

Menée tambour battant au premier trimestre selon les canons de la LRU votée à l'été 2007, cette logique de *double* marchandisation des savoirs et de leurs producteurs-transmetteurs (les EC), s'est incarnée à l'automne dans des produits dérivés[2] qui ont le mis le feu aux poudres. Les refus progressifs de sacrifier sans mot dire aux injonctions gouvernementales relayées par les présidences universitaires ont trouvé assez vite une double bannière commune, symbolique, dont la généralité est justement l'un des problèmes : puisque « Le Savoir n'est pas une marchandise ! » il faut « sauver l'Université ». La grève universitaire lancée début février 2009 s'est soldée par un échec cinglant et *total*, et un dur retour à l'ordre organisé autour d'examens aux modalités revues et corrigées, pressions professionnelles, politiques et répressions policières à l'appui. Pourtant, et même si la nature et l'ampleur de cette « mobilisation » ont été très hétérogènes au niveau national, un mot d'ordre terminal a néanmoins scandé transversalement cet échec : la grève est officiellement « *suspendue* » jusqu'à la rentrée prochaine, et non arrêtée à proprement parler. Cette « suspension » n'augure de rien en particulier : autant des tensions et des crises vont ici ou là nécessairement advenir, autant rien ne garantit une contestation d'ampleur comparable à ce qui a été expérimenté au printemps. Mais il faut être prêt même à l'improbable, et pour cela être certain que cette double bannière est la bonne.

Or les quelques remarques qui suivent, évidemment schématiques, partielles et partiales, visent à justifier l'affirmation selon laquelle *cette double bannière revendicative a recouvert jusqu'ici, pour l'essentiel, une défense de l'université publique française de type « social-démocrate » contradictoire et inconséquente qui fut l'un des facteurs déterminants, à la fois cause et effet, moteur et reflet, de cette grève et de son échec*[3].

Il faudrait des enquêtes précises (économiques, sociologiques notamment) pour asseoir très précisément les remarques qui vont suivre : celles-ci resteront donc à un niveau de généralité insuffisant par lui-même, même si l'on espère à cette occasion produire un peu de clarté. Le fil directeur qui les anime est le suivant : c'est sur la base (I) d'une contextualisation globale de la nature du processus actuel de refonte de l'université que l'on peut (II) mettre en évidence et articuler les différentes logiques de résistances et leurs limites respectives qui ont façonné cette grève, et par là montrer son caractère contradictoire, ainsi que les raisons de cette contradiction. Si la contestation et la grève - suspendues - doivent reprendre et si l'on veut éviter que cet échec social-démocrate ne se reproduise, alors s'impose dès maintenant, en conséquence de ces analyses (III) la formulation la plus nette de quelques mots d'ordre théoriques et stratégiques dûment revisités.

## I. La « marchandisation » de l'université :

### ambiguïté de sa critique, analyse de sa nature

Derrière la « marchandisation » des savoirs il y a deux points de vue d'autant plus intriqués qu'il faut les distinguer. La refonte de la *production-transmission* des savoirs doit être analysée sous l'angle de la transformation de leur nature, de leur fonction et de leur destination en tant que tels, mais aussi sous l'angle des *agents* de cette production, les EC et les personnels ouvriers et administratifs. Le premier problème, celui des savoirs, n'est pas exactement le second, pudiquement dénommé « formation des étudiant-e-s », qui est celui des *sujets* (« agents » et « patients ») de la reproduction d'une force de travail qualifiée, c'est-à-dire ceux qui la font en la subissant et la subissent en la faisant. La première dimension est celle du processus de *dévalorisation* des savoirs, entendant par là le processus de leur *disqualification symbolique, culturelle*. Les savoirs tendanciellement légitimes sont ceux qui satisferont aux nouvelles exigences de la société et du marché, *c'est-à-dire* s'acquitteront efficacement de leur nouvelle « fonction », *c'est-à-dire* traduiront le nouveau type de qualification exigée par ces derniers, *c'est-à-dire* seront conformes à la

nouvelle division sociale et technique du travail, *c'est-à-dire* joueront adéquatement leur rôle dans la reproduction de la force de travail exigée par les transformations du capitalisme. C'est cela qu'il faut énoncer derrière la « marchandisation » des savoirs : or énoncer cela, c'est d'emblée analyser les nouveaux canons de la production-transmission des savoirs *sous l'angle de ses agents* : et cette disqualification symbolique des savoirs, donc de leur production et de leur enseignement, s'effectue au travers d'une prolétarianisation (pudiquement appelée « précarisation »), d'une **déqualification socio-économique** des agents.

Ces deux « points de vue » sont assez bien distingués, mais souvent mal articulés, parce que ce qui manque cruellement, c'est l'appréhension précise de la nature de la rupture manifeste qu'accomplit ce processus biface par rapport à ce qu'était l'université *d'avant*, et cela d'autant plus que la période actuelle est celle d'une *transition*, c'est-à-dire d'un moment où coexistent et s'articulent, derrière la continuité partielle des personnes et de la matérialité des institutions, des traits structurels anciens mais encore prégnants, et des traits seulement émergents mais bien saillants depuis l'automne 2008. Je parle donc ici de l'université « d'avant » non pas au sens, évidemment, où celle-ci aurait disparu et qu'il n'en resterait rien, mais au contraire en ce qui fait d'elle un *modèle idéal-typique d'une période de l'histoire récente* dont nous sommes en train de sortir.

## 1. Le présupposé fallacieux de la neutralité de l'ancienne université

Un présupposé « historique » sous-tend la position social-démocrate protestant contre la « marchandisation » des savoirs et des agents, et exigeant de « Sauver l'Université ! » (et de « Sauver la Recherche »). Constituée antérieurement à la LRU, c'est néanmoins le nouveau modèle que cette dernière institue – avec ses amorces antérieures comme ses décrets afférents – que l'organisation qui porte ce nom combat, avec une position d'ensemble *qui a largement essaimé* au-delà d'elle-même : c'est cette position d'ensemble, pas l'organisation elle-même, que j'examine ici. L'association de ce appel au sauvetage avec la bannière anti-marchande véhicule pour l'essentiel l'idée suivante : *la nouvelle université en préparation sera essentiellement soumise au règne multiforme et direct de la marchandise, au contraire de l'université antérieure qui, malgré ses dérives ou ses excès, était caractérisée par nombre de garde-fous qualitativement distincts, notamment le fonctionnariat d'État, l'indépendance de l'enseignement et de la recherche, et la possibilité de mener des politiques pédagogiques, fût-ce dans des disciplines sans effectifs quantitativement importants, sur le long terme sans compressions budgétaires mettant leur existence réellement en danger.*

Certes, cela *décrit* bien l'université façonnée dans l'après 1968, dans un fonctionnement relativement serein – l'échec de la réforme Devaquet en 1986 témoignant de sa solidité – jusqu'au milieu des années 1990. Mais cette université d'avant le xxi<sup>e</sup> siècle était à l'image d'une certaine organisation des rapports de production et des rapports sociaux, et **c'est une grave erreur d'appréciation que de penser les réformes actuelles comme l'indice d'une marchandisation de savoirs qui auparavant n'auraient pas été marchandisés.** Les savoirs et pratiques de « l'ancienne » université n'étaient pas des savoirs et pratiques non soumis au règne de la marchandise ou indépendamment de lui : ils y étaient déjà soumis, à la fois clairement mais indirectement. Ce qu'il faut saisir *est que ce règne de la marchandise change en partie d'organisation, et que ce changement se traduit par une transformation du mode et de la forme par lequel l'université lui est soumis. Si on veut « sauver » l'université, ce n'est pas en refusant l'actuelle « marchandisation » que l'on y arrivera, mais en comprenant la logique de cette double mutation.*

Les temps ne sont peut-être pas encore mûrs pour un combat offensif, mais le travail conceptuel et la prise de recul peuvent du moins nous aider à déjouer en partie les écueils, les naïvetés et les ambiguïtés d'un mot d'ordre tel que ce sauvetage « contre la marchandisation » – la métaphore du sauvetage étant d'ailleurs réactive au point d'en être douteuse.

## 2. L'université comme AIE

Revenons d'abord à la problématique althussérienne des « Appareils idéologiques d'État »<sup>[4]</sup> (AIE) pour la « dialectiser » ensuite, c'est-à-dire l'insérer dans le processus des mutations actuelles. Dans l'analyse althussérienne, l'École dans sa globalité, et l'Université en particulier, constitue traditionnellement le plus important des « appareils idéologiques d'État », c'est-à-dire de ces « appareils » (ensemble d'institutions et de pratiques régularisées) dont la fonction est double : (1) assurer l'attribution différentielle de compétences de la future force de travail ; (2) assurer cette reproduction *par le biais et dans les formes de la soumission à l'idéologie dominante, que cette soumission soit imposée, ou qu'elle s'opère par la transmission des moyens de son maniement adéquat.* A la différence des appareils répressifs d'État, qui fonctionnent plus à la violence et à la contrainte directe qu'à l'idéologie et la persuasion, ce sont ces dernières qui sont le ciment dominant de l'appareil scolaire.<sup>[5]</sup>

D'où la nécessité de relativiser l'opposition public/privé. On crie beaucoup aujourd'hui, à juste titre, contre la « privatisation » des services publics, et ce qui va avec. Cependant défendre l'université « publique » contient une forte ambiguïté : l'opposition entre le « public », censé indiquer la neutralité et l'impartialité de l'État Républicain, et le « privé » censé marquer la pure domination capitaliste, est très illusoire. La forme « publique » ou « privée » n'est pas *en tant que telle* l'indice probant de la nature réelle de l'appareil : *c'est ce qui se fait et comment cela se fait, qui doit retenir l'attention.* Précisons : l'université comme AIE a été façonnée depuis l'après-guerre, sous arbitrage étatique (c'est-à-dire sous le sceau « républicain »), par les luttes sociales et des

revendications égalitaristes. C'est donc évidemment un lieu où le pouvoir bourgeois (1) ne peut pas tout contrôler, parce que s'y expriment des parties de la classe exploitée, et (2) n'a pas intérêt à tenter de tout contrôler, et cela parce que (2a) d'une part ses agents eux-mêmes font une partie du travail d'auto-subordination justement parce que la classe exploitée y voit certains de ses intérêts satisfaits, et (2b) d'autre part parce qu'elle est ce faisant un lieu *d'absorption, de localisation et donc d'anesthésie* d'un antagonisme structurel dont le cœur est *ailleurs*, dans les structures directement marchandes (privées ou semi-publiques pour les entreprises d'État ou pas mal de collectivités territoriales) de la production de biens et services. Qu'un élément perdurant de et dans l'idéologie universitaire soit celle de sa « neutralité », de son « réalisme » et de sa « responsabilité » sociale, etc.[6], reste dans l'évidence la condition remplie pour que les mécanismes de reproduction de la force de travail qu'elle abrite ne soient pas décryptés comme et pour ce qu'ils sont.

La dérégulation et désétatisation actuelles de l'université changent clairement la donne : pour comprendre la transition actuelle, il faut donc comprendre comment peut se définir ou se penser l'insertion, qui n'est pas immédiatement lisible, de l'université dans le marché, dans la forme antérieure, et dans celle qui s'annonce. Ceci exige quelques médiations.

### 3. Valeur marchande et valeur « sociale » de l'université

De façon générale, la valeur *marchande* de l'université n'est qu'une partie seulement de sa valeur *sociale*, et cette dernière ne saurait être globalement *quantifiée*, puisqu'elle est *qualitative*, c'est-à-dire matériellement « improductive » : la création de valeur dans l'université (et les services « publics » en général) est difficile à mesurer, tout simplement parce que le savoir-faire d'un enseignant, par exemple, *ne s'exerce pas dans le champ standard de la production, mais dans celui de la reproduction de la force de travail*[7]. D'où une première difficulté : l'université a une double fonction de *production* des savoirs et de *reproduction* de la force de travail via la *transmission* de ces derniers. Il y a donc un double rapport de l'université au marché : les savoirs sont par définition, comme produits du travail, des marchandises. Mais des « marchandises » très spécifiques puisqu'elles ne sont pas tant l'objet d'une circulation marchande que d'une immédiate réinjection dans la reproduction de la force de travail : ils ne sont donc qu'en un sens dérivé, et pour tout dire métaphorique, des marchandises[8]. Rigoureusement parlant, ils sont un enjeu majeur du capitalisme moins par la plus-value directe ou indirecte qu'il rapporteraient que parce qu'ils sont les *moyens* de la reproduction exigée de la force de travail.

On peut résumer à grands traits la rupture à l'œuvre de la façon suivante. Dans la situation d'avant l'obtention d'un diplôme assurait une insertion dans la société capitaliste et service-publique sur la base de savoirs et savoir-faire dont ils sanctionnait l'acquisition et la maîtrise. La forme marchande à venir est pour l'essentiel la suivante : l'obtention d'un diplôme témoigne avant tout d'une soumission aux nouvelles conditions économiques et sociales en vigueur, les savoirs nécessaires étant essentiellement ceux destinés à assurer directement la reproduction des structures et des mécanismes de la plus-value, nouveaux savoirs lissés et transversalisés sous le sceau de la modernisation à la sauce « bonne gouvernance ». On voit bien ici la différence et l'identité des deux situations : la « forme »[9] de cet élément de la reproduction des rapports de production capitalistes change partiellement, mais pas sa fonction au sein des mécanismes de maximisation du taux de profit.

Cette transformation exige par définition la transformation corrélative de la reproduction des *moyens* de cette production (de valeur, de richesses, de biens matériels, de services, etc.), et évidemment celle de la *force de travail*, c'est-à-dire du processus social et économique de la *qualification* : l'attribution réglée de compétences, savoirs et savoir-faire exigés par l'état de la division générale du travail, laquelle est toujours polarisée entre tâches de direction et d'encadrement d'un côté, d'exécution de l'autre, que cela soit dans l'espace étatique de l'administration, l'espace de l'entreprise, et l'espace du service social.

### 4. Professionnalisation, diplômes et examens

La reproduction de la force de travail, au-delà de ses conditions *matérielles* (des bourses aux futurs - hypothétiques - salaires), doit encore satisfaire à des conditions *légitimantes*, c'est-à-dire celles exprimant l'attente sociale et culturelle des futures forces de travail : *et en particulier celle du diplôme, donc des examens qui en légitiment l'attribution*, à la fois du point de vue de l'institution, qui trouve en ces derniers sa justification, et des étudiants, qui trouvent en ces derniers leur objectif. Cette question des examens est effectivement assez éclairante sur la transition complexe d'aujourd'hui. Soit la grève universitaire de 1976. La sanction finale fut : pas d'examens sans cours. Une vérification quasi policière eut lieu, diligentée par les recteurs, des contenus de cours réellement assurés au moment des examens réaménagés, et cela après 6 mois de grève. 2009 : le même discours est tenu. Mais cette fois la tendance *réelle* à l'œuvre fut de considérer que des examens bien plus allégés pouvaient faire l'affaire pour autoriser une délivrance des diplômes digne de ce nom[10], même si la focalisation officielle, outrancièrement médiatique, sur ces examens, s'est faite évidemment au nom de la défense de leur « valeur » : cet alibi contre la contestation est bien connu. *Qu'est-ce qui, en termes de cohésion sociale, est en jeu dans cette question des examens ? Que la transaction universitaire, avec le diplôme comme « salaire », s'effectue bien, c'est-à-dire que le processus de qualification hiérarchisante de la future force de travail s'accomplisse dûment : la fonction reste bien la même de l'université d'avant à celle en cours d'institution.*

Le rapport de plus en plus distancié (quoique insuffisamment) des enseignants et des étudiants à l'égard des examens témoigne

d'un changement certain de leur *rapport* à leur fonction, leurs effets et leurs modalités : le taux de chômage et la dévalorisation de la culture ont très clairement amoindri leur impact et leur signification antérieurs. Voilà pourquoi par exemple un nombre croissant d'étudiants sont prêts à s'engager au point de perdre leur diplômes, quitte, pour donner le change, puisque la situation sociale est transitoire et le besoin du ticket d'entrée sur le marché du travail encore présent, à demander la « validation automatique » des examens. Ce qui signifie deux choses : d'une part les contenus pédagogiques s'annoncent d'un niveau, qualitatif et quantitatif, considérablement amoindri, et d'autre part et corrélativement, la lucidité va croissante sur la déconnexion structurelle également croissante entre la « vertu » sociale du diplôme dans le monde du travail d'aujourd'hui, et la production-diffusion-apprentissage de savoirs en tant que telle.

L'agent majeur de cette déconnexion est la logique anti-qualitative à l'œuvre dans la nouvelle légitimation des formations en fonction des « champs de métiers » auxquels elles sont censées directement ouvrir, réorientation qui exprime la pression marchande et concurrentielle croissante qui l'anime (ainsi les PRES, pôles de « compétitivité », « d'excellence », sanctifiés dès 1994 par Bologne[11]), et qui se traduit par une *réduction spécifique du « social » (valeur sociale) au « marchand » (valeur marchande)* dans et par la « professionnalisation » : entendre que « l'insertion professionnelle » sur le marché devient le seul véritable critère d'évaluation « sociale » c'est-à-dire d'*attribution de valeur* à l'enseignement universitaire. Le problème n'est pas tant celui de la décentralisation ou de l'« autonomie » impliquées par la LRU, il vient de ce que ces dernières sont des *illusions*, inféodées aux décisions clés d'un État central qui a plus que jamais besoin de sa bureaucratie (même si elles prend des formes privatisées), et derrière, à des intérêts mercantiles nationaux et internationaux évidents qui seront défendus *localement*. L'accroissement corrélatif des dispositifs de surveillance, de contrôle, d'évaluation, témoignent de ce que cette logique anti-qualitative met déjà efficacement au pas les récalcitrants, soit en les soumettant, soit en les poussant chaque jour un peu plus à la démission, étudiants comme enseignants.

Circulairement cause légitimante et effet reproducteur, cette « *professionnalisation* » des diplômes est le noyau dominant des réformes concomitantes des enseignement et de l'enseignement, puisque (1) elle rend institutionnellement poreuse la distinction public-privé et laisse le champ libre aux procédures d'évaluation et de qualification directement issues des entreprises, (2) elle légitime la dissociation en profondeur de l'enseignement d'avec une « Recherche » réduite matériellement et temporellement, et selon un canal élitiste, à la portion congrue pour *improductivité* (logique du résultat, programmes à court terme, dispositifs exponentiels d'évaluation et surcharge administrative, etc. : ANR, AERES) et pour *incompétence* (inutilité, abstraction, etc.) dans ce processus de qualification.

## 5. Le primaire, le secondaire, le supérieur : une transformation totale

C'est ici que l'on voit bien combien la mutation de l'université s'insère dans la transformation complète de tout l'appareil scolaire, primaire et secondaire inclus[12] : outre la volonté affichée de faire disparaître la maternelle, c'est la réforme Darcos des collèges et lycées, temporairement repoussée à l'hiver 2008 sous la pression des mouvements lycéens, qui est le second volet dont la LRU est le premier. C'est un euphémisme que de rappeler le mépris systématique dont, comme un seul homme, les tenants du pouvoir témoignent à l'égard de l'université, qui est par principe la voie post-bac à éviter - parce qu'elle est pourvoyeuse d'une forte proportion de chômeurs dans la mesure où elle est déconnectée du marché du travail, parce que les étudiants se perdent dans la masse et ne sont pas dûment (en)cadrés, et pour cette raison abandonnent leurs études avant d'arriver à leur terme naturel (le diplôme).

La « professionnalisation » et le suivi systématique (selon le fil conducteur des « projets individualisés ») des étudiants viennent donc à point nommé pour réduire ces carences structurelles. On peut s'étendre sur le fait que les formations en « alternance » restent une double manne financière à deux titres (de la main d'œuvre toute fraîche et non encore diplômée pour les entreprises, une « gestion » des flux à moindre coût pour l'institution) et idéologique (refaçonnement des principes universitaires d'évaluation selon la critériologie de la performance et de la concurrence), dont les intérêts sont évidents. Mais ce qui est essentiel ici, c'est de voir combien cette refonte est déjà à l'œuvre dans le secondaire et y prépare : les mêmes principes gouvernent les orientations dans les filières et leurs hiérarchisations. Le projet d'aligner l'organisation des filières technologiques des lycées sur le filtrage déjà à l'œuvre dans les filières dites "générales" au travers de classes préparatoires - de circuits d'excellence - produisant non pas des techniciens supérieurs (BTS, IUT) mais des ingénieurs, etc., va évidemment dans le sens de l'évitement de l'université, et abonde dans la logique ultra-pyramidale et élitiste de la « Grande École », dont le moins que l'on puisse dire (exceptée pour les ENS dont le caractère « public-républicain » reste encore le sceau officiel) est que, des IEP à la multitude des écoles de commerce, le caractère « public » ou « privé » est difficilement décelable à la fois en termes de droits d'accès, et de types de savoirs et de pratiques dispensés. Etc. Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage : c'est ce qui se passe avec l'appareil scolaire et universitaire dans ce qu'il a encore de démocratique et de non strictement aligné aux « besoins » de la « société ».

Ce qui est frappant avec cet ensemble totalitaire de réformes qui sont remarquablement cohérentes dans leurs principes et leurs articulations, c'est évidemment qu'elles ne s'énoncent que très marginalement comme parties d'un tout - sinon sous le label transversal de la professionnalisation et de la modernisation. Elles arrivent en même temps, font masse par leur multiplicité, mais désactivent par avance une résistance unitaire par leur apparent éparpillement, leur apparent pointillisme. *Le tour de force au niveau tactique, dans la conduite de ces réformes - tour de force caractéristique d'un pouvoir qui sait très exactement ce qu'il fait et comment il doit le faire -, en tant qu'elles obéissent aux mêmes objectifs, c'est à la fois de les mener ensemble (selon le mode du passage en force) mais selon des timings légèrement différenciés afin qu'elles se justifient mutuellement.* L'application concrète des

réformes rendues possibles par la LRU suppose que les lycéens y soient vite préparés : d'où la « nécessité » de la réforme Darcos *juste suspendue*, donc à venir très bientôt sous la houlette de ses successeurs (et sous des formes moins propices aux manifestations lycéennes, qui vont toujours mauvais genre)<sup>[13]</sup>. Mais un pan structurel de cette réforme est avancé au motif de la nécessité de l'harmonisation (ô simplicité, ô clarté...), de la normalisation du séquençage des enseignements sur le modèle de la semestrialisation et de la modularité en vigueur à l'université depuis la réforme LMD de 2003.

Mais un dernier exemple suffira à montrer l'organicité de toutes ces réformes : un point central de la réforme professionnalisante de l'université, c'est celle de la formation... des futurs enseignants du primaire et du secondaire, au cœur de la grève universitaire. Sans rentrer dans le détail, ce qui est à l'œuvre, c'est la refonte du type de « compétences » qu'un enseignant est censé devoir posséder : mieux vaut une bonne connaissance du système éducatif, au vague croisement de quelques leçons juridiques, sociologiques, psychologiques, etc. que des connaissances *disciplinaires* de haut niveau (acquises justement selon le principe de l'intrication substantielle de l'enseignement et de la recherche) dont au fond, les méthodes pédagogiques sont les mêmes, et en tous cas dont le luxe de détails est trop coûteux par rapports aux besoins de la société. On réforme donc en Masters « métiers de l'enseignement » les traditionnelles préparations aux concours. Il faut donc du même coup réformer ces concours : diminuer en conséquence la part d'évaluation *disciplinaire* qui faisait jusqu'ici leur spécificité, valoriser les compétences « transversales » (langues - mais pas n'importe lesquelles : l'anglais de « Wall Street », pas celui de Shakespeare -, informatique) régionaliser les recrutements et les proportionner en fonction des besoins des "bassins d'emploi", quitte à mettre un peu plus de "culture générale" histoire de vernir le tout. Mais, à un autre bout de la pelote, on a décerné aux instituts catholiques privés (attention : pas ceux nécessairement sous contrat avec l'État, ceux simplement *reconnus par le Vatican*) l'équivalence de leurs diplômes de L, M et D, avec ceux décernés sous le sceau de l'État français. Evidemment, rien n'empêche, comme un certain nombre s'y sont déjà activement attelés, ces instituts privés d'offrir des préparations... de Master "métiers de l'enseignement". Comme le niveau *disciplinaire*, scientifique au sens large, des concours a été revu à la baisse, rien n'indique que les candidats formés dans ces instituts soient moins capables que ceux passés par l'université de réussir vaillamment les épreuves de "connaissance du système éducatif". Si l'on rajoute d'une part que ces formations privées et coûteuses, pour les étudiants (c'est-à-dire ceux qui en ont les moyens), sont en partie *financées par l'État*, et si d'autre part l'on a en tête le fait que l'ambition affichée est la destruction, pour inutilité sociale et pédagogique, des écoles maternelles et de leurs enseignants, alors on se retrouve dans la situation suivante : l'étudiant curé, passé par le moule idéologique de sa tendance religieuse privativement estampillée par le Vatican, pourra devenir l'instituteur *public* du primaire *public*, avec la bénédiction, la sanctification même, et l'argent de la République, le tout avec des programmes scolaires eux aussi réadaptés (avec notamment les relectures de l'histoire qui s'imposent), au secondaire et au supérieur, qui en retour, le moment venu, se réadapteront à eux. Etc. Et les allocations familiales auront été revues à la hausse : s'il n'y a plus de maternelles, il y aura des jardins d'enfants payants pour les foyers de jeunes cadres dynamiques, mais pour les autres il faudra bien trouver quelqu'un pour s'occuper des enfants. Faire revenir en les "intéressant" les mères au foyer fera d'une pierre trois coups : (1) baisse du taux de chômage ; (2) réinstauration du patriarcat et du confinement de la femme dans la sphère domestique ; (3) transition à l'âge utile de la cellule familiale refondue à la cellule religio-scolaire du primaire refondu. Voilà comment, au-delà même des logiques mercantiles (tout ceci permet de déréguler le recrutement, d'accentuer les contrats précaires sur le courte durée, et d'avoir une substantielle "armée industrielle de réserve" faisant la queue au portillon des rectorats pour obtenir un hypothétique contrat à l'année payé au lance-pierre), ou plutôt à leur faveur, faisant *bloc* avec elles, on *façonne une nouvelle société*, ou plus exactement en l'occurrence comment on la *refaçonne* en réinstituant des principes de division sociale, d'apprentissage de la soumission - à Dieu, au Marché, à l'État - que l'on espérait pour partie définitivement périmés<sup>14</sup> <sup>[14]</sup>.

## 6. « Subsumption formelle » et « subsumption réelle » du procès du savoir sous le capital

*Passé ce petit excursus, revenons maintenant à la rupture entre l'université - l'École - d'avant et celle de demain : la compréhension de la nature de cette rupture est capitale*<sup>[15]</sup>, car elle montre en toute limpidité, entre autres que la disparition en cours de la forme « étatisée » de l'université n'en est pas une cause, mais une conséquence. La transformation des rapports de production implique celle de la reproduction de leurs moyens, et donc celle de la reproduction de la force de travail et des savoirs que celle-ci doit produire et transmettre. La transformation d'ensemble des rapports de production a donc pour *conséquence* celle de la *qualification* du champ de ce qu'on appelle encore les services « publics » : les réformes des contenus et des pratiques enseignantes (mais aussi : médicales, des transports, de l'énergie, etc.) ne sont compréhensibles que comme *effets* et comme *moyens*, c'est-à-dire comme *conditions de réalisabilité* d'une transformation *générale* des structures d'ensemble de la production qui lui est « *logiquement* » *antérieure*. La première erreur théorique consiste à « autonomiser » le problème scolaire du reste du processus, et prétendre que le plan pertinent de formulation et de résolution du problème universitaire est le plan « pédagogique », et polariser dans cette veine les conflits sur le plan des examens (qui *réfracte* le problème mais *qui n'est pas le problème*), est l'opération idéologique majeure qui a objectivement cassé, on le sait tous, la grève de ce printemps. Mais elle l'a cassée *dans la mesure où déjà auparavant les protagonistes de la grève avaient accepté le terrain de l'adversaire, celui de cette « opinion publique » (dont ils font partie), acquise aux cadres généraux de la division du travail et à son principe de la qualification hiérarchisante dans l'ordre établi.*

Entendons par le terme barbare de « **subsumption** de X sous Y » la subordination de X à Y, ou la domination de X par Y. Il me semble ici éclairant d'associer :

(1) d'une part l'université d'avant *comme AIE* à la « subsomption *formelle* » du travail et de son produit, sous le capital ;

(2) d'autre part l'université nouvelle *comme AI* « dés-étatisé », à la « subsomption *réelle* » des premiers sous le second.

Dans les deux cas on reste face à un « **appareil** » (avec une même fonction de reproduction d'une force de travail qualifiée dont le moyen est la production-diffusion de savoirs et compétences) « **idéologique** » (fonctionnant à la persuasion et l'auto-persuasion plus qu'à la répression) : le passage du « public » au « privé », de l'État aux régions et pôles locaux, étant plus généralement la marque d'une fin (relative) du monopole d'État, c'est-à-dire du capitalisme monopoliste d'État en la matière, dont les orientations et l'organisation avaient été conquises par le mouvement ouvrier et la résistance républicaine.

Précisons maintenant le sens dynamique de cette distinction entre « formelle » et « réelle ». Le passage de l'université « étatisée » à l'université « bologno-LRuisée » est passage d'une forme marchande-étatisée de production des savoirs à une forme marchande-dérégulée où les savoirs *anciens* ne sont plus économiquement conformes au capitalisme d'aujourd'hui, mais où les savoirs à venir ne sont pas encore pleinement institués et leurs institutions pleinement transformées : *nous sommes en plein dans la transition*. Cette transition s'apparente pour partie à ce que Marx appelait<sup>[16]</sup> le passage de la « **subsomption formelle** », c'est-à-dire l'intégration des savoirs dans les rapports économiques sociaux mais encore caractérisés par la possibilité réelle de les produire et de les transmettre sans que les lignes structurelles de ces rapports sociaux ne les *constituent*, à la « **subsomption réelle** » du travail sous le capital : de ces savoirs conduits avec une certaine indépendance, pour ceux qui avaient droit de cité<sup>[17]</sup> on passe à des savoirs substantiellement transformés et infléchis, à la fois dans les modes de *production et de contrôle*, d'évaluation en croissance exponentielle, *d'organisation et de développement* (financiarisation à court terme des projets), et de *légitimation et d'affichage* (logique de la *communication* plutôt que de la *publicisation*) qui commencent à les encadrer dorénavant. Savoirs « *réellement* » *refondus et non pas seulement* « *formellement* » *gouvernés*, de façon croissante jusque dans leurs contenus, leurs modalités et leurs destinations, logique témoignant d'une vigueur nouvelle, d'un renouveau de puissance du capital<sup>[18]</sup>.

## 7. Voilà pourquoi « Sauver [sic] l'Université » & Cie ne saurait être un mot d'ordre sérieux, et cela en deux sens généraux :

(1) L'organisation économique et sociale, et l'économie spécifique des savoirs ne sont plus ce qu'elles étaient, et il est donc illusoire de penser pouvoir maintenir *grasso modo* le modèle antérieur : il est impensable que l'université reste un empire dans un empire, doué d'une indépendance à l'égard du social et du politique en général. Cette organisation et cette économie des savoirs se transforment *en conséquence* d'un changement général des rapports de production, celui dont on sait qu'il sanctionne en profondeur la fin du compromis capital-travail issu d'une part de l'héritage républicain de la résistance, d'autre part des luttes (et des conquêtes) du mouvement ouvrier, et dont témoigne le passage au pouvoir d'une droite « décomplexée » ultra-libérale, populiste et autoritaire, et dont l'œuvre consiste à opérer les refontes institutionnelles adaptées, au moins au maintien, mais le plus souvent à la hausse du taux de profit.

Vouloir « Sauver l'Université » sans s'attaquer aux rapports de production d'ensemble même est donc parfaitement illusoire.

(2) Mais si d'une part ce sauvetage est impossible, il est de surcroît pour d'autres raisons non souhaitable. La structure extrêmement hiérarchisée et à bureaucratisée faisait de cette université, à l'image de toutes les structures de l'État, un composant de l'administration, du contrôle et de la cohésion sociaux absolument harmonieux avec les caractéristiques du capitalisme d'alors. Cette université était notoirement propice au mandarinat, à l'ultra-hiérarchie, c'est-à-dire d'une part caractérisée par un élitisme globalement autoreproducteur dont les logiques d'héritage foncièrement antidémocratiques sont connues de longue date, et d'autre part, à l'image de toute bureaucratie étatisée, par un *parasitisme*, minoritaire mais permanent, également connu de longue date.

La « crise » d'aujourd'hui, avec et derrière la « rupture » avec l'ancienne université, dévoile aussi des logiques de continuité, qui montrent que l'Université *d'avant* jouait *le même rôle* que celle qui advient, mais dans un contexte et donc avec une forme différente. L'université en phase de destruction est celle d'une société état-providentialiste elle-même en destruction : vouloir la sauver réellement impliquerait une sauvegarde effective de l'ensemble des structures état-providentielles du pays. Le leitmotiv de la « sauvegarde des services publics » reste essentiel, mais ne nous faisons pas d'illusion : ce combat n'a que bien peu pris la mesure *réelle* du processus en cours de déconstruction-reconstruction culturelle et économique, sociale et politique, comme il n'a que bien peu pris la mesure du rôle réel de ces mêmes appareils « publics » *dans la reproduction des hiérarchies de la société de classes*.

Vouloir « Sauver l'Université » antérieure, sans même aucun passéisme ni aucune défense du *statu quo*, mais en omettant de mettre au cœur de l'analyse l'ensemble de ces *contradictions structurelles* (essentielles) tout en se focalisant sur ses « dérives » ou ses « excès » (accidentels), voilà l'inconséquence transversale constitutive de la grève du printemps 2009, *et de son échec*.

## II. De quelques contradictions de la grève

### et des raisons de son échec

#### 1. Le principe culturel d'une protestation « alternative »

Le mot d'ordre de la grève « L'Université s'arrête » est entré en vigueur au 2 février 2009. Les six semaines qui ont suivi ont été celles d'une *grève du zèle* - grève dite « active » (sic) - : moment important et stimulant d'ouverture au cours duquel un autre rapport aux étudiants (et, mais dans une mesure moindre, aux personnels non enseignants) a été noué. Rapport d'échange, de dialogue, de dépassement progressif, dans le cadre d'AG communes dans les composantes, de la multiplicité de cours ou de manifestations « alternatives », des rigidités hiérarchiques : une effervescence certaine, qui a salutairement dés-atomisé chez les populations impliquées assez profondément les relations habituelles de simple coexistence, mais au contraire, et largement au-delà des personnes habituellement engagées, qui a suscité ce qui sera très clairement une première mémoire de lutte, c'est-à-dire une première habitude de s'unir pour protester avec son Autre (l'étudiant, le biatos, etc.). Initiée par les EC qui avaient subi un rouleau compresseur de réformes depuis l'été 2008 (plan « réussite en licence », masters « professionnels », nouvelles maquettes « professionnalisantes », etc.), la forme de ces premières semaines a été essentiellement *culturelle* : les biatos se sont pour partie associés au processus, mais les EC et une partie de leurs étudiants restent les initiateurs de cette première forme de protestation, les organisations syndicalo-militantes étant très clairement *en retrait sur ce plan « culturel » « alternatif »*.

Il est frappant de noter combien le qualificatif « alternatif », à l'usage surabondant, a recouvert un spectre extrêmement large de pratiques, tendu entre deux extrêmes, avec toutes les gradations intermédiaires : d'un côté les « programmes alternatifs » ont eu tendance à mimer *de facto* les calendriers *normaux*, avec leurs rythmes, leur horaires, leurs chevauchements, parfois leur division du travail (l'enseignant spécialiste fait sa « conférence alternative » dans un amphi sur le mode classique de la séparation enseignant-enseigné), et même jusqu'au contenu : beaucoup de cours « alternatifs » ont ressemblé comme deux gouttes d'eau aux cours *normaux*. En même temps, se sont faites jour des expériences en rupture réelle en matière d'intelligence collective, anti-individualistes, dé-hiérarchisées, égalitaires, où les connaissances et expériences de chacun ne se sont pas mises en scène sous la forme de la « compétence » « subvertie », mais de la contribution à un objectif commun de plaisir et d'apprentissage partagés déliés des injonctions du système. Première étape de la grève, l'« alternatif » a été la bannière culturelle dominante mais dans le même mouvement un véritable fourre-tout - exactement comme la constellation « altermondialiste » - dont les contradictions ressortiront un peu plus loin. Mais l'auto-congratulation que le souvenir de cette période suscite fait le plus souvent omettre le fait que cette grève du zèle est restée très symbolique, que beaucoup d'enseignements se sont tenus comme si de rien n'était, et que les universités ont tranquillement continué de tourner dans leurs structures centrales. Bref, l'université ne s'est en rien *arrêtée* pendant ces premières semaines « *d'avant les blocages* ». Raison pour laquelle il n'y eut à peu près aucune réaction de la part du pouvoir sur cette période.

C'est au contraire le passage au piquets de grève et à l'occupation des locaux - aux « *blocages* » - qui a été le moment où les ministres (MEN et surtout MSER) ont été obligés de reconnaître *l'existence* de ce « mouvement ».

#### 2. Les « blocages » ou la politisation de la culture

Au moment où les étudiants sont entrés dans la danse, cette grève culturelle a été progressivement *socialisée-politisée* et *radicalisée* à la mesure. Les personnels biatos n'ont pu pour des raisons objectives (risque de pertes de salaires corrélative du sentiment diffus de l'ambiguïté politique des EC, dispositifs efficaces de surveillance et de contrôle par leurs hiérarchies, fragilité générale issue de la multiplication des contrats précaires depuis 3-4 ans et peur justifiée de leur non-renouvellement, etc.) s'engager comme ils le souhaitaient (mais leurs organisations syndicales locales sont restés sur des lignes *dures*), mais très clairement, les EC soit ont commencé (pour partie) à *reculer*, soit à coexister avec les organisations syndicales qui sont alors revenues en première ligne sur leurs mots d'ordre sociaux-économiques (et non « culturels ») habituels. A partir de la mi-mars, et selon les universités au plan national, c'est une période de blocage de plusieurs semaines à plusieurs mois qui a eu lieu, dont le tournant, globalement à partir de la fin avril, fut la question des examens, comme c'était prévisible. Le travail de sape, les pressions

sur les étudiants et les personnels, l'isolement de cette grève par rapports aux conflits sociaux dans leur ensemble, l'épuisement, l'inflexibilité du pouvoir, et finalement, les interventions policières, la destruction des piquets, et les quadrillages des campus, en ont finalement eu « objectivement » raison.

*Mais cette « objectivité » ne doit pas voiler les différentes contradictions qui ont affecté toute cette grève, et surtout, le fait que sa victoire aurait été contradictoire par rapport à la structure de classes de l'université et aux positions de classe différenciées de ses agents. Il faut le dire clairement : sans les étudiants, c'est-à-dire sans les piquets et les occupations à la mi-mars, tous les EC, syndicalistes inclus, auraient été partout de retour au boulot à la mi-avril, sans même que le pouvoir d'État n'ait à bouger plus d'un orteil. Le passage quantitativement important à la résistance, ce printemps 2009, est évidemment le résultat du double risque de disqualification et de prolétarianisation progressive du corps enseignant universitaire, mais les divisions, attermolements et lâchetés furent nombreux.*

### 3. Déresponsabilisations et inconséquences petite-bourgeoises

L'inconséquence « stratégique » continuée de cette grève s'exprime d'abord par le fait que la grève du zèle a été une grève qui n'a pas empêché les cours de se tenir ni les universités de tourner : une grève, donc, qui n'en fut pas une, qui politiquement n'a eu absolument aucune efficace par rapport aux réformes combattues. Le passage à la grève proprement dite, c'est-à-dire au stoppage de la « production »-transmission de savoirs-compétences, n'a été rendu possible que par les piquets et les occupations : les blocages. Or, et cela n'a rien de nouveau, l'immense majorité des enseignants/enseignants-chercheurs et de leurs organisations syndicales à la différence de certaines organisations syndicales des biatos (parfois dans la même fédération !), s'est cachée derrière les étudiants et leur a laissé faire ce sale boulot de « sabotage », celui qui consiste à se mettre dans l'illégalité et à gripper réellement la machine. La formule emblématique de cette déresponsabilisation se résume dans la réponse standard à la question « Etes-vous pour ou contre le blocage ? » : « Ah, mais c'est l'AG étudiante souveraine qui vote le blocage, nous ne sommes pas responsables ! »<sup>[19]</sup>. Seule une minorité a exprimé un soutien et une participation actifs et publics aux blocages, comme d'autres ont choisi de démissionner de certaines fonctions de direction de façon non symbolique pour bloquer l'institution ; mais la majorité a très clairement exprimé la contradiction de classe constitutive de sa position par ce refus d'assumer la responsabilité des blocages avec les étudiants.

Les étudiants et les personnels biatos sont la cible avancée, la plus fragile évidemment (ces derniers par leur régime professionnel et salarial - employés et ouvriers majoritairement - qui induit des modalités de contrôle bien plus aisées, etc.), depuis plusieurs années du processus de précarisation qui affecte dorénavant le corps enseignant. Une franche suspicion s'est manifestée chez eux au début de la grève à l'égard des EC : où étaient les enseignants avant ce printemps 2009 ? Nulle part. Bien minoritaires étaient ceux en lutte dès l'automne 2007 contre la LRU avec biatos et étudiants. Pourquoi cette absence ? Est-ce à cause de cette « courte vue », de cet « aveuglement », cette « non-conscience » comme on le dit souvent ? Oui, mais dans la mesure où cet aveuglement était très clairement aussi complice que naïf : les intérêts de classe des EC allaient à l'encontre de cette première résistance. Cette suspicion est progressivement passée au second plan au cours de la grève, mais sortira vraisemblablement renforcée, puisque derrière la profession de fois unitaire, ce sont des divergences d'intérêts - de classe - qui rendent raison de ce reflux des cadres (EC et responsables administratifs).

### 4. De la contradiction entre la « forme » et le « contenu » de la grève à leur adéquation

Bien distinguer la logique de *déqualification* (économique et sociale) et la logique de *disqualification* (culturelle) permet de cerner une tension permanente de la grève entre l'engagement *culturel* large des EC dans la grève, et l'engagement *socio-économique* des organisations syndicales. Ces deux modes ne se sont jamais identifiés (sinon ponctuellement, individus ou groupes), mais entrelacés d'une façon assez complexe. Cet engagement « culturel » a pris bien au-delà du public soutenant ou acceptant ces pratiques syndicales. En témoigne le fait que nombre de collègues de droite se soient investis dans la grève sous cette bannière et le combat contre la *disqualification*, mais pas ou peu, et de loin, sur la défense des intérêts sociaux<sup>[20]</sup> immédiats, défense dont les syndicats se sont chargée mais avec leurs limites et inerties habituelles. Des différences dans les habitus culturels, dans les origines sociales, dans les rapports au « métier », peuvent éclairer cette tension, mais dans l'ensemble, cette tension provient d'une *différence de position interne à la petite-bourgeoisie* (sans parler des EC issus de la « grande » évidemment) : l'intellectuel petit-bourgeois peut être responsable syndical, mais le plus souvent, le second est plus un militant lié aux aristocraties/bureaucraties des organisations ouvrières *cogestionnaires* du compromis capital-travail constitutif de l'État-providence en perdition, alors que le premier est plus un produit de professions intellectuelles ou libérales - bref, une différence d'habitus et d'ethos, et d'origine, renvoyant à des fractions distinctes de la même classe petite-bourgeoise.

Dans cette grève on a vu que le créneau principal des organisations syndicales n'est pas le créneau « culturel », et que les EC nouvellement engagés ont été dès le début très distanciés à leur égard. *Formellement* cette grève a fait primer dans l'ensemble le souci universaliste et humaniste de la préservation d'une culture « authentique », de savoirs « émancipateurs » (ainsi toutes les manifestations « alternatives », en ville, autour de la Princesse de Clèves, qui est clairement le premier symbole de la grève, le second étant l'idéalisme larvé qui consiste à se battre dans le vide et à ... tourner en rond) sur les revendications corporatistes (entendre les acquis sociaux de la corporation : enjeux des statuts, problème de la « modulation » des services, etc.). Mais son



*contenu réel*, objectif, ce fut cette revendication « corporatiste », c'est-à-dire la défense d'un intérêt de classe, celui dont les responsables syndicaux sont habituellement en charge. Or ces derniers savent très bien, parce qu'ils constituent la fraction, anciennement populaire (moyenne ou prolétaire) de la petite-bourgeoisie, cette fraction qui a bénéficié de « l'ascenseur social » de l'université du compromis (contrairement à l'autre qui est structurellement petite-bourgeoise)[21], que derrière la « culture », ce qui se joue c'est la lutte des classes, et leur fonction dans ce compromis social était, jusqu'ici, d'en dire le moins possible sur ce sujet, position qui devient clairement intenable aujourd'hui.

La contradiction entre forme(s) et contenu de la grève finit donc par révéler leur profonde identité pratique. La tension entre la forme culturelle - son universalisme et son humanisme « abstraits » - et la forme corporatiste de la contestation exprime un fractionnement de la petite-bourgeoisie. Mais le contenu réel de ces deux formes, c'est la soumission politique réelle de cette petite-bourgeoisie à la mutation en cours. Soumission certes consciente ou non-consciente[22], mais du point de vue de la « cogestion » notoire des appareils syndicaux, absolument conforme à ce qui est par définition leur fonction : la préservation des intérêts, des acquis dans le système, de la corporation .

## 5. La lutte des classes déniée : dépolitisation par la « Culture » et la Cogestion

On peut donc résumer la double dimension de la direction dépolitisante de la grève : d'une part par la dimension « culturelle », d'autre part la dimension « cogestionnaire ». La première est celle des EC, la seconde des organisations syndicales : dans le premier cas c'est plus la nature de la lutte des classes à l'œuvre qui est gommée, dans le second cas, c'est son intensité. D'où l'insistance sur la défense de l'autonomie pédagogique et intellectuelle dans le premier cas, celle sur les acquis sociaux de la seconde - les deux s'unissant mais partiellement en extériorité derrière la bannière consensuelle de la défense du « service public ». Cette bannière est certes nécessaire, mais ô combien insuffisante, essentiellement réactive. C'est en ce sens « l'intégration » des aristocraties des organisations de la lutte universitaire (syndicats, SLU, SLR, et donc aussi la Coordination Nationale des Universités qui a témoigné à l'envi de ce qu'elle est un repaire - d'apparence novatrice et bigarrée - des membres les plus en vue de ces derniers, qui déjà préparent l'alternance) à la gestion officielle, contractuelle, de la misère, n'a paradoxalement, finalement, jamais été aussi visible.

Les EC ont avant tout résisté à la disqualification culturelle, mais cela ne veut pas dire que la résistance à la déqualification sociale-économique n'ait été absente : dans la lettre cette prolétarianisation est condamnée : casse des statuts, accroissement de la quantité de travail, notamment par les charges administratives, avec *statu quo* sur les salaires, début d'un flicage inédit sur les formes du droit de grève, soutien aux biatos sur tous ces terrains, etc., mais elle n'a pas été vécue par les EC. En termes de « conscience de classe », ce n'est logiquement que le bas de la hiérarchie du corps ou une petite partie, globalement, qui a vécu-intériorisé cette déqualification à la hauteur de celle des biatos. La majorité des EC est passé à côté, et s'est contenté d'intérioriser et de combattre la disqualification.

Bien évidemment, on ne peut oublier, dans toute cette histoire, la question des salaires : d'authentiques parades juridiques permettent de contester les retraits sur salaire pour fait de grève chez les EC (en particulier : le temps de travail étant annualisé, aucun décompte horaire ou journalier ne peut s'opérer dans la règle juridique[23]). Par ailleurs, on sait bien que la première chose qui est négociée, où que ce soit, à la fin d'une grève, c'est le paiement des jours de grève. Mais le simple risque, pourtant bien plus qu'hypothétique que pour les personnels biatos qui eux ne sont pas annualisés, de perdre le salaire, a constitué un facteur non négligeable - et évidemment compréhensible ! - du refus d'assumer les blocages avec les étudiants. Mais ce risque n'est pas seulement financier : s'engager au risque de perdre son salaire, c'est aussi s'engager pour tous et avec les autres à la solidarité matérielle, à la caisse de grève comme à la logistique, c'est-à-dire s'engager à une forme d'existence sociale tout à fait inédite par rapport aux rapports sociaux quotidiennement réifiés, et profondément subversive par rapport à la structure et aux pratiques hiérarchiques habituelles. Or les pratiques de la grève ont là aussi témoigné d'un refus des conséquences démocratiques de ce passage à l'acte.

## Le triple retour du refoulé élitiste : intérêts et ethos au principe de l'abdication

(1) La convergence avec les étudiants et les biatos aurait été très clairement la défense de la démocratisation de l'université sur des basses sociales et politiques, c'est-à-dire sur les bases qui ont fait d'elle antérieurement l'outil de production culturelle et d'émancipation sociale des classes populaires, c'est-à-dire de leur déprolétarianisation partielle. Or cela aurait menacé la répartition antérieure, des revenus, de certains « privilèges », mais surtout de certaines prébendes symbolico-culturelles des EC associées à la structure hiérarchique et élitiste de l'université. A décharge en termes de psychologie sociale, on rappellera que l'inimaginable difficulté, les multiples sacrifices, et l'auto-soumission continuée (à la logique du "concours", à la logique de la productivité en matière de publications, à la logique de la visibilité en matière de colloques, etc.) constitutifs du processus ultra-sélectif (et grandement biaisé par le passage dans les ENS) de l'obtention d'un poste d'EC, font que cette fonction engage la personnalité au point de rendre indissociables les injonctions de l'appareil universitaire et les valeurs individuelles - et individualistes -, et du même coup, de rendre extrêmement improbable un engagement dans la grève tel qu'il serait synonyme d'un engagement contre soi. Ce point de vue aide de façon essentielle à comprendre la grève, mais ce qui sous-tend néanmoins sa pertinence, c'est son articulation à la réalité de classe sociologique et économique - petite-bourgeoise - de la majorité des EC qui seule explique, c'est-à-dire à la fois rend raison et/parce qu'elle rend concrètement possible la constitution de cette personnalité, de cet ethos dira-t-on de façon plus

adéquate.

(2) Corrélativement : que la baisse des financements de l'université décidée au plus haut niveau de l'État, et surtout celle des humanités, se fasse sous couvert de « modernisation », « rationalisation », « transparence », bonne « gestion » et saine « gouvernance », à peu près tout le monde le sait et le dit, et parfois même les agents actifs de cette « modernisation ». Que ce qui paye le coût de cette refonte soit le principe d'égalité (développement des filières sélectives, des formations payantes, spectre indéniable de la hausse des frais d'inscription à l'image du reste de l'Europe, etc.) est aussi globalement reconnu. Mais le processus est peu ou prou accepté, dans la mesure où la sacro-sainte « baisse du niveau » produit d'une « massification » excessive témoignerait de ce que la « vocation démocratique » de l'université doit se traduire sur un plan *qualitatif* et non *quantitatif*, etc. Ce qui renvoie à une *disposition* à l'abandon partiel, derrière la massification, de sa destination démocratique.

(3) Enfin une telle convergence aurait exigé d'abandonner temporairement la participation aux rouages des hauts corps de la culture dominante : pourtant la grève n'a pas du tout été incompatible avec la participation aux colloques, aux centres de recherches, avec la tenue des cours spécifiques de CAPES et d'agrégation (dans l'intérêt des candidats) – ces concours qui sont pourtant l'emblème de la division du travail, en haut de la pyramide du procès de reproduction des travailleurs *qualifiés* ! Etc. – autant de *pratiques constitutives de l'éthos de l'EC, c'est-à-dire constitutive de son rôle de cadre dans l'appareil idéologique de reproduction de la culture dominante*.

Si la grève a échoué, c'est parce que la majorité de ses protagonistes n'a pas vu ou voulu voir – parce que leur éthos ultra-conscientieux et leur position objectivement contradictoire que celui-ci *réfracte*<sup>[24]</sup> – les font facilement céder à la *culpabilisation* et donc aux besoins *immédiats* des étudiants (cf. les examens) – dans toutes ses implications que la guerre culturelle dans laquelle ils ont mis le pied est tout autant une *guerre de classes et une guerre contre la démocratie* dont le noyau est l'attaque sans précédent depuis 1968 du principe d'égalité.

**Résumons.** Assumer de gripper *réellement* l'appareil universitaire (services administratifs centraux, notamment *financiers*, bâtiments dédiés à la recherche, tout cela inclus, etc.) aurait impliqué de reconnaître que cet appareil était déjà à gripper *auparavant* (dès le LMD, l'automne 2007, et antérieurement bien sûr), donc que les pratiques d'enseignement et de recherche *d'avant* devaient elles-mêmes être remises en cause. Cela aurait impliqué pour les EC d'assumer *la contradiction de leur propre position sociale* en général, qui est celle de fonctionnaires d'État de la culture dominante et des conditions matérielles de sa reproduction. Derrière leur entrelacement en tension, l'intégration co-gestionnaire et la revendication culturelle, et à travers même leur convergence derrière la banderole du « service public », *la majorité des EC se sont unis pour ne pas gripper réellement l'appareil*, puisque ç'eût été sinon mettre en accusation leurs propres intérêts de classe, et prendre le risque de *réellement perdre quelque chose* : les dividendes variés de leur propre compromission-cogestion. Voilà pourquoi la petite minorité qui a lutté publiquement jusqu'au bout, au risque avéré de la répression politique notamment, en refusant de laisser tomber les étudiants<sup>[25]</sup>, est celle d'EC qui subissent déjà pleinement la prolétarianisation et/ou savent déjà qu'il y avait chaque jour encore *un peu moins à perdre*.

**Tel est en résumé le facteur essentiel - facteur immémorial - de l'échec de cette grève : le refus, formellement contrasté mais réellement et unitairement « intéressé », de la faire.**

### III. Fin des concessions

#### et nécessité d'une ligne intransigeante

La question, maintenant, n'est pas celle d'un jusqu'au-boutisme « puriste » – dont les directions organisationnelles et syndicales, évidemment, accusent les plus radicaux, qui sont, nous le savons tous, des proto-révolutionnaires-terroristes – qui seul nous permettrait de démasquer les « traîtres ». Ce qu'il faut, c'est *tirer quelques leçons tactiques de toutes ces contradictions politiques*.

## 1. La question de la démocratisation

Il ressort de façon générale qu'il n'est pas question de « sauver l'université » mais de savoir ce qu'il y aurait à sauver, ce qu'il est possible et souhaitable de sauver, ce qu'il y a à détruire en elle, et des moyens adaptés à cette fin. Son élitisme fut certes historiquement moins important que la démocratisation massive de la connaissance qu'elle a simultanément rendu possible, et c'est bien ce second point, et lui seul, qui mérite d'être « sauvé ». L'université de demain, c'est celle d'hier, élitisme et hiérarchie *sans la démocratie, mais avec la soumission aux logiques immédiatement productrices de main d'œuvre qualifiée*. L'essentiel de ce qu'il y a à sauver dans l'université d'avant, c'est sa puissance, même si elle n'était que relative, de *démocratisation* : le reste est à détruire définitivement. Pour qu'une nouvelle université garde seulement ce qu'il y avait d'émancipateur dans l'ancienne, ne sombre pas dans l'indigence crapuleuse de la future, et pour que personne ne s'illusionne sur la nature de la transformation qu'il faudra effectuer – *abolir le système des classes préparatoires* et de la production grande-scolaire des élites en sera un élément absolument incontournable, un mot d'ordre *concret* –, et du combat qu'il y aura à mener, il est certain que « sauver l'université » et « non à la marchandisation du savoir » sont, en matière politiques, de purs et simples produits d'appels : s'ils prétendent être autre que cela, et constituer de réelles directions politiques, alors le premier est un mot d'ordre social-démocrate qui s'enterme d'ores et déjà avec cette université qu'il prétend défendre, et le second, un vœu pieu, réactif, *grosso modo* la forme « gauchisée » du premier.

## 2. Mots d'ordre

Au niveau du type de positionnement politique adapté à la situation, en amont même des mots d'ordre *précis*, sur telle réforme, telle question, telle revendication, quatre conditions formelles me semblent requises :

### (i) Arrêter de croire et faire croire que le gouvernement est « autiste ».

Nous avons vu ce printemps que 3 millions de manifestants n'étaient pas gênants, puisqu'ils n'ont pas « paralysé » le pays. L'implicite étant que, dans l'hypothèse d'une paralysie, rien n'empêcherait, à mi-chemin entre l'état d'urgence de l'automne banlieusard de 2005 et le siège qui a affecté Strasbourg pour la ré-intronisation de la France dans le haut commandement de l'OTAN, qu'un dispositif militaro-policié substantiel ne règle nationalement la situation, à l'image des opérations de répression, médiatiques et directement policières, qui ont gangrené, après le top de départ de l'affaire Coupat, les occupations d'université. Bref : ce que le pouvoir d'État d'aujourd'hui nous a montré, c'est de quoi il sera capable. Une réponse social-démocrate à une attaque ne peut marcher *que si cette social-démocratie*, quelle que soit la coloration de son parti dominant, *a le pouvoir* : ce qui n'est plus le cas. On assiste en effet ces dernières années à une transformation *qualitative* du pouvoir d'État, à l'image de la transformation *qualitative* des luttes socio-économiques et des conflictualités de plus en plus violentes qui les caractérisent, quoique de façon encore éclatée et hétérogène. On voit à quel point les manifestations traditionnelles de masse, les cris au scandale et les invocations pieuses sont déconnectés du type de combat à mener.

Le pouvoir d'État actuel comprend très bien ce qui se dit et se fait. Lors de cette grève il a joué sur du velours, puisqu'au sein même de la grève le travail de sape de ce qui l'aurait rendu réellement puissante a été effectué par les enseignants et leurs organisations mêmes. Mais si le velours disparaît, il faut s'attendre à une violence d'ampleur inédite – et s'y préparer.

### (ii) Ne rien « demander » au gouvernement, mais seulement le démasquer en permanence, ne faire simultanément aucune concession, n'exprimer aucun soutien en général aux courroies social-démocrates qui gèrent et canalisent la résistance en interne *en-deçà du plan où le combat doit être mené*, mais travailler à l'union avec les membres les plus radicaux de leurs bases.

Ne pas cautionner leur fonctionnement, c'est par exemple en démissionner. Cette affaire doit être vue *localement*, puisque c'est localement, avec les individus locaux qu'on agit. Mais ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que la logique réelle du « moins pire » que le « pire », c'est la transformation du premier dans le second. Il faut combattre sans transiger cette logique funeste qui ne peut conduire qu'à se satisfaire et s'auto-satisfaire de miettes chaque jour un peu plus pitoyables. Mais s'il est indispensable de combattre de toutes nos forces la politique désastreuse de cogestion des différentes organisations qui administrent le marché de la contestation, il faut encore plus mettre en évidence *ce qui explique sa prédominance* : la sociologie petite-bourgeoise de la majorité des EC et leur « intérêt » objectif au maintien du *statu quo*. Les syndicats tout particulièrement sont à l'image de ceux qu'ils défendent et « représentent », et le sempiternel problème, *c'est qu'ils entretiennent dans ce qu'ils pensent et font ceux dont ils prétendent n'être que l'image* : cercle vicieux par rapport auquel seule la rupture immédiate et sans condition me semble aujourd'hui politiquement pertinente, et cela d'autant plus qu'eux-mêmes ne sont *pas dupes* : ils savent très bien que le pouvoir d'État ne leur demande pas d'avaloir les couleuvres imposées par ses ministres et divers relais, ni même d'être d'accord avec, mais d'en *faire avaler les principes*, ce qu'ils font consciencieusement au nom de la paix sociale et de la défense « réaliste » de tels et

tels acquis : le maintien de la place structurelle des syndicats dans les hautes instances réformatrices est à ce prix.

### (iii) Poursuivre l'indispensable travail de fourmi à la base

Ce travail avec les étudiants et biatos doit se faire le plus « localement » si possible afin de briser les inerties et inhibitions issues de l'organisation hiérarchique (c'est-à-dire dans les comités et assemblées générales des composantes, des UFR, etc., là où la contradiction n'est pas *maîtrisée* par les appareils quels qu'ils soient), et doit porter à la fois sur l'identification de la nature et de la profondeur de ce qui est en jeu dans cette crise, sur les formes dominantes de cette dernière voilent, et sur les mots d'ordre qui seuls seront à même de faire plier localement et nationalement le pouvoir d'État.

Pour que l'université (re)vienne à *ceux qui la font*<sup>[26]</sup>, l'alternative politique et culturelle libératrice à cette résistance devra être pensée sur la base des liens mis en évidence entre les limites de l'Université *d'avant* et de celle qui est *en cours* : l'identification de ces *limites* sera du même mouvement l'énonciation de ce que celles-ci limitent, c'est-à-dire *répriment, capturent et anesthésient*. Défendre la « démocratisation » de l'ancienne université, ce sera notamment sera la défendre non pas abstraitement, mais en reconnaissant qu'elle a joué un rôle clé dans le compromis de l'État-providence et dans la paix sociale, et que son avenir passera par d'autres formes qui elles ne seront pas de ce type, mais exigeront au contraire une intransigeance croissante. La *pratiquer* dès maintenant entre EC, étudiants, et collègues non-enseignants, tout en assumant à chaque fois que c'est possible soit un sabotage soft (refuser de participer aux dispositifs afférents à la LRU, etc.) soit une pratique plus dure d'obstruction aux fonctionnements institutionnels qui dénaturent l'enseignement et le travail commun (le tout en diffusant maximale l'information sur ce qui se produit et sur les résistances qui perdurent) : voilà quelques voies minimales pour éviter *réellement* la pure et simple *abdication*.

### (iv) Etre extrêmement méfiant à l'égard des professions de foi « alternatives »

Comme mot d'ordre authentiquement subversif, une *université sans examens* garde toute sa pertinence : délivrée de sa fonction *qualifiante, hiérarchisante*, c'est-à-dire de son rôle d'agent reproducteur de la division capitaliste du travail, une telle université est évidemment « alternative » en un sens extrêmement radical – *utopique* au sens positif du terme – exactement à l'image d'une toute petite partie de la grève des EC qui a tenté d'incarner cela ici ou là (cf. II-1 ci-dessus), d'ailleurs majoritairement sur le mode du village gaulois retranché, du baroud d'honneur, de l'espace de résistance, etc. plutôt que sur le mode conquérant.

Mais bien des slogans ou des démarches « alternatives » sacrifient pleinement à la reconduction de la division du travail, ce qui s'exprime dans le fait que les projets de cours ou de laboratoires « alternatifs » dont ils se prévalent sont foncièrement pensés *sans les étudiants et sans les personnels ouvriers et administratifs* – cet « l'alternatif » c'est celui *de ceux qui préparent l'alternance*. S'en défier est donc une nécessité, puisqu'il y a là une des énormes couleuvres de l'idéologie bien pensante de la pseudo-contestation institutionnelle à venir.

## Conclusion : La vérité de l'université est hors d'elle

Si d'un côté la revendication culturelle a été saluée comme positive par l'opinion publique, et au sein de l'université, elle n'a économiquement, socialement et politiquement servi à rien. De l'autre côté, les mots d'ordre « transitoires » habituels, en matière sociale, économique et politique, des organisations syndicales, ont révélé leur caractère de vœux pieux, c'est-à-dire de liste de courses allongée à chaque AG par une nouvelle « motion », qui n'engagent guère plus que signer une pétition, condamner « l'autisme » du Pouvoir ou se catastropher du trou de la couche d'ozone. *L'abrogation de la LRU, et derrière, le processus de Bologne, est la cerise sur la gâteau : à moins d'être complètement naïf ou consciemment complice, comment croire une seule seconde que faire la grève en refusant de gripper une machine, que faire la grève sans la faire, pourrait faire reculer un gouvernement sur de telles choses ?*

**Soyons sérieux.** Ce qui est à détruire dans l'ancienne université dans la même mesure que ce qu'il y a à combattre dans la nouvelle, c'est tout ce qui relève d'une organisation hiérarchisée et élitiste, que sa forme en soit « publique » ou non, des moyens

de la reproduction de la force de travail, et de la production de savoirs nécessaire à cette dernière. Autrement dit, c'est sa fonction dans l'ordre capitaliste de la production : c'est donc cet ordre lui-même qu'il faut se donner les moyens de mettre à genoux[27], et, tant que faire se peut, d'ébranler localement à la hauteur de l'attaque. S'attacher à déconstruire les hiérarchies des valeurs, quelles qu'elles soient, afin de couper le cordon avec la division capitaliste du travail, et tenter *hic et nunc*, comme moyen et comme fin, d'éliminer la domination, ce n'est certes pas une mince affaire[28] : ni plus ni moins c'est instituer de *nouveaux besoins* à et pour l'université. résumait Marcuse résumait ainsi la difficulté :

« pour développer les nouveaux besoins révolutionnaires, il faut d'abord supprimer les *mécanismes* qui maintiennent les anciens besoins. Mais pour supprimer les mécanismes qui maintiennent les anciens besoins, il faut d'abord qu'il y ait le *besoin* de supprimer les anciens mécanismes. C'est exactement le cercle en présence duquel nous nous trouvons, et je ne sais pas comment on en sort »[29]

L'expérience d'une grève de cette ampleur, c'est l'expérience simultanée de la compréhension des mécanismes actuels et de la volonté de *nouvelles pratiques, d'une nouvelle existence sociale*, expérience simultanée de ce qui habituellement est séparé par le fossé du « réalisme » : *l'établi et le possible*. La lutte ouverte est le moment où ce fossé se réduit tendanciellement, et où le « cercle », vicieux en temps normal, peut devenir vertueux.

L'échec politique de cette grève ne doit donc pas nous faire jeter le bébé avec l'eau du bain, mais nous faire progresser : l'échauffement préalable des esprits avec la « Crise » financière de l'automne 2008, la première phase de contestation de la LRU à l'automne 2007, l'ambiance propice à la convergence de luttes amples depuis le CPE en 2006, etc. tout ceci a clairement balisé un terrain très vierge auparavant. Cette longue grève a témoigné chez les EC, qui ont tant laissé faire, d'une certaine prise de conscience à la fois de ce qui se joue et de leur responsabilité, sur la durée, dans ce qui advient aujourd'hui. D'où une baisse réelle du *seuil de tolérance*, qui peut augurer d'une réactivité plus forte dans un proche avenir. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : ce seuil n'a malgré tout que *trop peu baissé* pour la majorité, et les surcroûts de capacité de subir et d'encaisser toujours plus sont toujours plus importants qu'on ne l'envisage. De toutes façons rien ne sortira de bon d'une université en « grève-s » s'il ne se produit pas *hors de l'université* une résistance d'ampleur délivrée de cette social-démocratie qui cogère depuis longtemps autant le système que sa contestation, et qui ne « veut pas voir » que son temps est passé - au prix emblématique de ce genre de trahisons majeures dont le printemps 2009 français a été le théâtre. L'université à la française a été et est le lieu d'une refonte partielle de l'idéologie dominante à laquelle des contres-idéologies, celles des dominés, se confronte tant bien que mal. Mais ce n'est ni *dans* l'université (ni même dans l'appareil scolaire en entier, primaire et secondaire inclus, dont le présent propos n'a traité dans la lettre que marginalement, mais qui, on l'aura compris, en traite par extension dans l'esprit), ni *d'elle* que cette idéologie naît, mais des classes sociales en lutte en elles et *au-dehors* d'elle. Or les autres secteurs de la société, les autres « services publics » sont bien sûr affectés des mêmes divisions, des mêmes inconséquences, et la social-démocratie, de son centre à sa gauche, et même dans les groupes qui la débordent, ne constitue certainement pas actuellement, pas encore du moins (pensons au NPA), l'embryon d'une alternative théorique et stratégique à la hauteur des besoins.

En tous, un point clé mérite toute l'attention requise : la « désétatisation » de l'université dont on a parlé ici, et que l'on sait attaquée au motif du dommageable « désengagement » de l'État, *ne signifie en rien diminution du rôle de l'État*, mais à la fois recentrage sur ses prérogatives régaliennes, directoriales en matière économique (l'ultra-libéralisme, depuis Reagan et Thatcher opère toujours au travers de la forme-État disposant d'un exécutif puissant) et répressives (militaires et policières), recentrage qui nécessite d'être accepté au niveau culturel-idéologique, et qui donc impulse *l'imposition des cadres - scolaires - de cette acceptation*. Ce recentrage correspond bien, descriptivement parlant, à une mutation « managériale » de l'exercice du pouvoir d'État, si l'on entend par là l'intensification de son identification avec l'exercice de la puissance-pouvoir du Capital (par l'assimilation de leurs logiques et de leurs intérêts). Mais le terme de « mutation » peut faire croire à du nouveau, alors que celui de *recentrage* insiste sur la continuité fonctionnelle des formes apparentes de l'exercice du pouvoir : que l'État suive le modèle de la rationalité d'entreprise n'est pas nouveau, c'est toujours le même modèle, croissant depuis le tournant des xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles de la rationalité instrumentale hiérarchiquement administrée sur des « sujets libres » (dont la somme mathématique est censée faire société) qui prédomine.

A partir du moment où manifester à trois millions ne sert à rien, il devient peut-être temps d'envisager *pourquoi* ça ne sert à rien, et *par quoi* il faut remplacer ou *comment* il faut rompre avec (c'est-à-dire le transformer) ce mode d'action. Et pour ça il faut savoir ce que l'on veut et s'en donner les moyens[30] : or la majorité de ceux qui manifestent *ne sait pas ce qu'elle veut*, et les enseignants *encore moins que les autres*. Clarifier cette volonté nécessiterait pour eux de *prendre position par rapport à leur classe*. S'il y a « radicalisation » chez les enseignants, outre le ventre mou qui se rétrécira un petit peu (pas beaucoup) mais restera mou, une partie trahira sa classe et grippera *réellement* la machine, l'autre rentrera activement dans les ordres (comme certains l'ont fait dès que les « blocages » ont commencé à menacer leurs intérêts *autres que ceux liés à l'enseignement*, par exemple le bon fonctionnement des instituts de recherche, les commissions de recrutement, etc.). Marx avait déjà montré que la prolétarianisation de la petite-bourgeoisie produit le plus souvent sa radicalisation : mais entre le passage à la *réaction* et celui à la *révolution*, bien malin

sera celui qui pourra deviner vers quoi elle ira. Autrement dit seuls le moment et la *proportion* de ces deux types antagonistes de radicalisation sont imprévisibles. Nous verrons donc le moment venu. A mes yeux tout optimisme en cette matière, en l'état actuel des choses, est éminemment *suspect*.

Aucune lutte *culturelle* ne peut être dissociée implicitement de l'état dans lesquels se trouvent *les conflits de classe*, et réciproquement, et à l'université pas moins qu'ailleurs : ce sont les faces d'un même combat pour l'émancipation, dont l'injonction *démocratique* est bien éloignée des litanies consensuelles, « dialogue-sociales », institutionnelles et représentatives par lesquelles celle-ci est captée, localisée et endormie (à défaut de pouvoir être purement et simplement *détruite*)[31]. On entrevoit bien que c'est une société profondément réactionnaire qui prépare son retour. Il n'est donc que temps de passer à l'acte. Mais pour que les armes de la critique soit les plus audibles possible, et que l'on entende bien qu'il n'y a ici que des thèses théoriques et politiques, et absolument aucune leçon de morale, je fais mien pour conclure, ce mot d'Althusser de 1970, qui me semble un parfait complément à tout ce qui précède :

« J'en demande pardon aux maîtres qui, dans des conditions épouvantables, tentent de retourner contre l'idéologie, contre le système et contre les pratiques dans lesquels ils sont pris, les quelques armes qu'ils peuvent trouver dans l'histoire et le savoir qu'ils "enseignent"... Mais ils sont rares, et combien (la majorité) n'ont même pas le commencement du soupçon du "travail" que le système (qui les dépasse et les écrase) les contraint de faire, et pis, mettent tout leur cœur et leur ingéniosité à l'accomplir avec la dernière conscience... »[32]

---

Emmanuel Barot\*

Août 2009

---

\* Université Toulouse II - Le Mirail, Département de Philosophie, maître de conférences.

[1] Exemple parmi d'autres, les grèves étudiantes au moment du LMD, et l'attentisme majoritaire des enseignants à ce moment là.

[2] La mastérisation *professionnalisante* de la préparation aux concours de l'enseignement primaire et secondaire, et le décret modificatif du statut des EC, dans la continuité des dispositifs du plan « Réussite en Licence » et comme levier des nouvelles maquettes générales de Licence et Master, ont été les catalyseurs de l'explosion. Les accords Kouchner signés en décembre 2008 avec le Vatican sur les équivalences de diplômes de L, M et D ont rajouté une couche, puisqu'ils constituent l'attaque la plus nette et la plus symbolique du monopole d'État laïc sur la délivrance des diplômes, tout en constituant un constituant supplémentaire de la baisse officielle des exigences intellectuelles associées à cette délivrance.

[3] Cela va de soi, mais cela mieux en le disant : je ne parle pas de tel ou tel positionnement de tel ou tel individu, mais du point de vue des soubassements théoriques politiquement perceptibles et de leurs effets au cours de la grève.

[4] Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, 1970, repris dans *Penser Louis Althusser*, Paris, Le Temps des C[e]rises, 2006.

[5] Cf. *Idéologie et appareils idéologiques d'État* : « la reproduction de la force de travail exige non seulement une reproduction de sa qualification mais, en même temps, une reproduction de sa soumission aux règles de l'ordre établi, c'est-à-dire une reproduction de sa soumission à l'idéologie dominante pour les ouvriers et une reproduction de la capacité à bien manier l'idéologie dominante pour les agents de l'exploitation et de la répression, afin qu'ils assurent aussi "par la parole" la domination de la classe dominante. En d'autres termes, ... tous les agents de la production, de l'exploitation et de la répression, sans parler des "professionnels de l'idéologie" (Marx) doivent être à un titre ou un autre "pénétrés" de cette idéologie, pour s'acquitter "consciencieusement" de leur tâche - soit d'exploités (prolétaires) soit d'exploiteurs (les capitalistes soit d'auxiliaires de l'exploitation (les cadres), soit de grands patrons de l'idéologie dominante (ses "fonctionnaires"), etc. », p. 98. Selon la durée et la nature des études suivies, « chaque masse qui tombe en route est pratiquement pourvue de l'idéologie qui convient au rôle qu'elle doit remplir dans la société de classe » (p. 117).

[6] Cf. Eric Hazan, *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'Agir, 2006.

[7] Mais c'est aussi la raison pour laquelle il est difficile de penser « l'exploitation » du travail « improductif », c'est-à-dire qui ne contribue qu'indirectement (un peu à la manière d'un investissement) à la production au sens strict. Si l'exploitation se définit comme *extorsion de plus-value*, comme il est difficile de mesurer la « valeur » produite par ce type de travail, il est par conséquent difficile de mesurer la part de la valeur extorquée résultant de la différence entre la participation à l'optimisation du taux du profit et la rémunération. En lien avec cela, le fait que *stricto sensu*, un enseignant ne perçoit pas un « salaire », mais un « traitement ». L'alignement tendanciel du statut des EC sur le modèle *salarial* recouvre l'alignement tendanciel du travail « improductif » sur l'échelle d'évaluation du travail « productif ». Ce que l'on présente *seulement* comme une « marchandisation de la culture », effectivement très réelle, est *au sens strict une accentuation de la transformation des structures idéologico-culturelle de la reproduction de la force de travail* en régime capitaliste. Je laisse le soin aux économistes d'affiner tout cela.

[8] En tous cas dans les humanités. Il est clair que pour les savoirs des sciences dures et appliquées soumis par exemple à des objectifs de brevetage, ce caractère métaphorique tend à disparaître.

[9] Les transformations, sous la prédominance des logiques financiaristes et du pouvoir actionnarial aussi en « crise » soient-ils en apparence, du salariat en général en témoignent, toutes sous le sceau de la consommation de la rupture du compromis « fordiste » entre capital et travail, qui a vu prédominer la détermination collective et le plus souvent nationale des rémunérations, cadre en dégénérescence qui a maintenu pendant *grasso modo* 25 ans un rapport salarial uniforme « sécurisant » codifié par la loi.

[10] Que des composantes ou des départements aient imposé un rythme intense de rattrapage *par les enseignants eux-mêmes* (et non par les instances gouvernementales ou rectorales, ni même locales) ne fut pas nécessairement, voire pas principalement, l'indice d'un souci de donner un contenu *réel* aux diplômes, que de la volonté d'une part de donner publiquement le change et de redorer l'image « fumiste » des universités très mobilisées dans un contexte de concurrence accrue des universités, et d'autre part, à faire payer aux étudiants leur engagement massif dans ces quatre mois de mobilisation.

[11] Ces « pôles » sont à entendre autant au sens géographique (c'est l'aspect « régional » des PRES) qu'au sens « qualitatif » : les grandes Ecoles, les classes préparatoires, pour n'en dire qu'un mot, sont elles en plein forme aujourd'hui, parce que leur fonction *antérieure* de production des « cadres » est parfaitement au diapason des refontes structurelles d'aujourd'hui. Dans l'École à deux vitesses, celle à sacrifier est évidemment la plus coûteuse, la plus « massifiée », celle où statistiquement les classes populaires sont évidemment les plus présentes, l'université, dont est bien visée aussi, en dernière analyse, la destination *démocratique* issue de l'après-1968.

[12] Ces remarques ne peuvent pas non plus traiter de l'appareil scolaire dans sa totalité. Que le lecteur sache que toutes les tendances de fond, et même de forme, se retrouvent d'un bout à l'autre de la chaîne : il pourra généraliser en conséquence, sans aucune perte, les grandes lignes présentées ici.

[13] Ce saucissonnage généralise la discontinuité et la superposabilité opposé à tout principe *pédagogique* sérieux, tout en assurant la possibilité d'une *gestion quantitative* plus aisée des packs d'enseignements sur la courte durée, et par là des "flux" à la fois des étudiants, et surtout des enseignants dont la fonction et la "mission" se voient reformatées selon des critères conformes aux logiques de la courte durée et de la poly ou multivalence : le statut pérenne de fonctionnaire d'État est bien évidemment une cible majeure du processus.

[14] « Travail, famille, patrie » est dans l'évidence redevenue la marseillaise légitime, revue au goût du jour, selon les canons de la

modernité *new age*. Cf. la lecture du pétainisme sarkozyste proposée par A. Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom*, Paris, Lignes, 2007.

[15] La question que l'on s'est posée initialement est en gros la suivante : dans cette forme antérieure de l'université, son « étatisation » était-elle la forme de sa fonction marchande, ou sa fonction étatico-sociale était-elle distincte de son rôle marchand, la première étant dorénavant rabattue sur / déléguée à la forme marchande de la régulation et de la reproduction sociales initialement secondaires ? De façon plus directe : cette étatisation était-elle déjà une *forme marchande* comme telle de l'université ? L'enquête devient vite très vaste : c'est celle de la nature, du statut, et de la fonction de l'État dans le capitalisme. On ne la mènera pas ici : il suffit de savoir que c'est l'horizon théorique et pratique, stratégique et tactique, du problème « local » de l'université.

[16] Cf. K. Marx, *Chapitre VI* dit « inédit » du Livre I du *Capital*, Paris, 10/18, 1971, II-G. « Les deux phases historiques du développement de la production capitaliste ».

[17] Parce qu'ils bénéficiaient d'une tradition légitimante, ou répondaient à de nouvelles réalités technologiques et donc à de nouveaux besoins économiques et sociaux : par exemple l'informatique.

[18] On mentionnera un autre effet, politique cette fois, de cette refonte : l'inversion de la proportion entre *l'intégration-anesthésie* et *l'exclusion* de la contestation. La prédominance de la première sur la seconde dans l'université d'avant tend singulièrement à s'amenuiser : aujourd'hui la logique d'exclusion va croissante, et risque de devenir assez vite dominante.

[19] Sans épiloguer sur les condamnations du blocage : certains pensent « sincèrement » que cette « modalité » d'action est contre-productive, vide les campus, etc., mais pour beaucoup, cet argument, celui de « l'université critique mais ouverte », en grève mais pas bloquée (sic), n'est ni plus ni moins que la formule de l'acceptation des réformes.

[20] C'est aussi cette différence d'approche, de *formes de la réaction*, qui explique la difficulté partielle de faire converger en profondeur et largement les deux logiques : en témoigne la coexistence plus ou moins difficile sur toute la durée entre les habituelles AG générales de site (dominées par les militants syndicaux) et les AG d'UFR, de départements, de composantes où cette fois les EC non encartés étaient majoritaires, et où les échanges ont été les plus novateurs.

[21] Seule une étude sociologique précise permettrait de dire si cette distinction tient *globalement* la route, et pas seulement dans des cas particuliers.

[22] Naïveté ou complicité, l'ambivalence est structurelle. « Il y a peu de membres de la classe capitaliste qui voient venir la révolution. Ils sont pour la plupart trop ignorants, et il y en a beaucoup qui ont trop peur. », Jack London, *Revolution*, mars 1905.

[23] C'est donc l'argument de la faute professionnelle ou du service non-fait, et qui excède le cadre de cette annualisation, qui a été utilisé par certaines présidences d'université pour opérer des retraits sur salaires : par exemple à l'occasion du gel des notes des examens du premier semestre.

[24] Et non pas "reflète", j'y insiste : la thématique du reflet, trop mécaniquement déterministe et simpliste, est par trop impropre pour rendre compte du rapport position-ethos, ne serait-ce que parce que toute position est toujours aussi reproduction de position, et donc *positionnement*, c'est-à-dire mode d'insertion dans des prismes représentatifs plus ou moins imaginaires. Où l'on retrouve, en passant, la double caractérisation d'Althusser de l'idéologie comme rapport *imaginaire* à ses conditions d'existence, et comme processus *d'assujettissement* de soi et par soi (d'"interpellation des individus en sujets" selon sa formule) aux injonctions liées à la position occupée dans le système.

[25] J'ai très peu parlé de l'opposition étudiante, plus radicale et plus impressionnante que l'opposition des personnels dans ses actions les plus *manifestes*, ses prises de liberté, ses innovations, et évidemment sa reconnaissance assumée de la *violence* du système pour ses franges les plus engagées. Mais cela ne l'empêche pas aussi d'être également structurée à proportion de celles des personnels, avec ses contradictions et ses inerties. On en discutera en d'autres lieux.

[26] Début avril 2009, une « action » tout à fait unique a eu lieu au Mirail : plusieurs centaines d'étudiants, au sortir d'un AG



effervescente, sont allés non pas séquestrer ou demandé la démission du Président de l'Université, mais sont allés purement et simplement le déposer, et l'ont exclu du bâtiment. Ce furent les quelques heures d'une « Commune libre du Mirail » objet la nuit suivante d'interminables débats sur sa signification et ses objectifs (notamment, trouver des dossiers attestant de transactions de la direction de l'université avec des groupes immobiliers et bancaires privés) : dès que certains ont maintenu le caractère non pas symbolique mais concret de cette Commune, l'essentiel des leaders des organisations habituelles a fait marche arrière, voyant bien qu'eux aussi, en tant qu'ils jouent aussi la logique de la représentation et de la délégation, étaient les prochains sur la liste des « experts » à déposer. La quarantaine d'étudiants encore présents le lendemain a évacué le bâtiment sous le risque - fictif ? - d'une intervention policière. Sur cela et en général, voir le proto-tract-manifeste *Appel à Gâteau et à Tarte* du « Comité 227 » de l'université du Mirail, reproduit dans la revue *Chimères*, n° 70, septembre 2009, disponible sur le site du POOLP (« Personnels Obstinément Opposés à la Loi Péresse ») <<http://www.auboutduweb.com/poolp/index.php>>.

[27] D'où cet antagonisme globalement constitutif des conflits universitaires, entre les majorités agissantes respectives des étudiants et des personnels, antagonisme politique et non générationnel « irréductible » entre « le moment unitaire, qui échoit à l'organisation politique de la classe, et les moments d'autogouvernement, les conseils, les groupes en fusion. J'insiste sur ce mot : irréductible ; parce qu'entre les deux moments il ne peut y avoir qu'une tension permanente. Le Parti [le syndicat] tentera toujours, dans la mesure où il veut se considérer "au service" du mouvement, de le réduire à son propre schéma d'interprétation et de développement ; les moments d'autogouvernement tenteront toujours de projeter leur vivante partialité sur le complexe contradictoire du tissu social. », J.-P Sartre, *Situations VIII* « Autour de 68 », *Masses, spontanéité, parti*, entretien avec *Il Manifesto*, 1969, Paris, Gallimard, 1972, p. 282. Voir aussi H. Marcuse, *La fin de l'utopie*, 1967, Paris, Seuil, 1968, p. 44-55 sur la nature et les formes de l'opposition étudiante, dont on voit que les mobiles et les cibles n'ont quasiment pas changé depuis 40 ans. Cet antagonisme est proprement politique et exprime un rapport qualitativement différent à la logique cogestionnaire, et ne se réduit pas à un simple déphasage entre des jeunes (plus ou moins excités) et des moins jeunes (plus ou moins installés et assagis) : en particulier les syndicats étudiants... sont plus syndicats qu'étudiantts.

[28] **Remarque sur les lignes radicales-révolutionnaires minoritaires (ou : 5ème mot d'ordre).** On sait massive la profonde hétérogénéité de la mobilisation et de ses formes au niveau national : si cette minorité chez les personnels a ici ou là un poids réel, ses lignes sont dans l'ensemble politiquement très faibles. Cette situation minoritaire est aussi en l'état au principe de sa propre persistance : l'épuisement provoqué dans la durée par la défense des lignes minoritaires conduit à laisser vacantes certaines positions, dans le cadre institutionnel et dans le cadre du conflit lui-même. Symbole parlant : la composition des « tribunes » des assemblées générales, la plupart du temps dévolus aux militants syndicalistes qui en ont l'habitude et notamment dans la durée : la patience et l'énergie requises sont le fruit d'une longue pratique. Beaucoup leur laissent la place à cause de l'envers de cette habitude : le confort de laisser les autres faire (principe majeur de toute bureaucratization, c'est-à-dire de toute captation structurelle des leviers de pouvoir par un petit groupe de « professionnels » faisant office de « bureau » - la bureaucratie, c'est le pouvoir de l'oligarchie du bureau) à leur place parce qu'ils ne sont pas « prêts », par appréhension et par intérêt, à prendre le risque de la huée et à dépenser cette énergie et à ne plus déléguer. Même les minoritaires actifs tombent dans cet écueil : condamner les « manipulations » syndicales de la tribune est un sport traditionnel. Mais rien n'empêche, lors du vote de la tribune (l'élection de ses membres) qui a lieu à chaque début d'AG, de se présenter à la place des habitués : exercice extrêmement pesant. **Conclusion : que tous celles et ceux qui condamnent sans mettre la main à la pâte, soit assument la bonne conscience confortable qu'ils se donnent à ce moment là, soit passent à l'acte. Il n'y a pas de combat sensé sans volonté de victoire.** Mais au-delà ce plan de la « responsabilité », cette situation possède une objectivité très nette : l'institution universitaire est gérée aussi en temps de crise par ceux qui la co-gèrent en temps normal (jusqu'ici du moins, les directions étaient encore composées d'élus-e-s EC puisés dans les appareils syndicaux dominants). Il était donc inimaginable que les appareils syndicaux engagés ne mènent la grève à l'encontre de ce cadre co-gestionnaire qui est le leur.

[29] H. Marcuse, *La fin de l'utopie*, p. 35-36

[30] Le texte collectif *L'insurrection qui vient* (Paris, La Fabrique, 2007) a suscité un nombre incalculable de références au cours de cette grève, chez les étudiants en particulier : le fait qu'il déplace radicalement le débat sur le terrain de l'action, dans un idiome novateur par rapport à l'extrême-gauche habituelle, l'explique aisément en ces temps de misère politique de la gauche.

[31] Cf. par exemple Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2007.

[32] *Idéologie et appareils idéologiques d'État*, p. 118. Pour une ample mise en perspective qui tranche avec la prose actuelle sur la « crise de l'université », d'un lavasse et d'une indigence à laisser pantois, voir Yves Citton, « Démontage de l'Université, guerre des évaluations et luttes de classes », *RILI (Revue internationale des livres et des idées)*, mai-juin 2009, n° 11, p. 22-28 (<http://www.revuedeslivres.net>), Editions Amsterdam <<http://www.editionsamsterdam.fr>>.

